

# Lettre adressée à Mme Pauline Marois, Première Ministre du Québec, au sujet de la loi FIORASO



## RAPPEL DU CONTEXTE

Voici une semaine, l'UPR a lancé une grande [pétition](#) pour exiger du gouvernement français le retrait du projet de loi dit "Fioraso" (du nom de la ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche) et d'une proposition de loi sénatoriale qui veulent démolir la loi Toubon en autorisant des établissements français d'enseignement supérieur à effectuer TOUS LEURS examens et TOUS LEURS enseignements ENTièrement, EXCLUSIVEMENT ET OBLIGATOIREMENT EN LANGUE ÉTRANGÈRE, donc essentiellement en anglo-américain, au pays de Molière.

Ces projets sans précédent violent l'article 2 de la Constitution française qui dispose que « **La langue de la République est le français.** »

Si nous laissons le gouvernement opérer cette dérive insensée, il pourra accepter ensuite, de reculs en trahison, que des établissements privés d'enseignement secondaire puissent effectuer tous leurs cours en langue étrangère

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
(et pas seulement en anglais d'ailleurs), et bientôt que des établissements privés d'enseignement primaire suivent cette mécanique infernale.

Au bout du compte, c'est la soumission totale à l'empire euro-atlantiste et à ses donneurs d'ordre financiers de type Goldman Sachs que nous prépare le gouvernement prétendument "français", et cela dans l'ignorance ou l'incrédulité de l'écrasante majorité des Français.

## **SANS AUCUN APPUI MÉDIATIQUE, LA PÉTITION A DÉJÀ RECUEILLI PLUS DE 4 300 SIGNATURES, VENANT DE FRANCE ET DE 43 PAYS ÉTRANGERS**

Au 13 mars 2013, à 16 h 15, notre pétition contre la loi Fioraso a franchi le seuil des 4 300 signatures, ce qui constitue un succès indéniable après seulement une semaine de mise en ligne, et cela sans aucun appui médiatique.

Pour signer, c'est ici : [http://www.petitions24.net/contre\\_la\\_loi\\_esr\\_fioraso\\_parce\\_que\\_pour\\_la\\_langue\\_francaise](http://www.petitions24.net/contre_la_loi_esr_fioraso_parce_que_pour_la_langue_francaise)

Les signatures viennent de tous les horizons, et pas nécessairement des adhérents ni même des sympathisants de l'UPR. Elles proviennent également de Français expatriés à l'étranger ou d'étrangers amoureux de la France et de la langue française et qui sont indignés par ce sabotage de la langue française par le gouvernement français lui-même.

Nos signataires se situent dans les 43 États étrangers (ou territoires autonomes) suivants : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada (dont de nombreux du Québec), Chine, Corée du sud, Djibouti, Espagne, États-Unis, Finlande, Hong Kong, Ile Maurice, Inde, Irlande, Italie, Japon, Kenya, Koweït, Luxembourg, Grèce, Madagascar, Malaisie, Maroc, Mexique, Norvège, Pays Bas, Pérou, Philippines, Porto Rico, Portugal, Royaume-Uni, Singapour, Sri Lanka, Suède, Suisse, Taïwan, Thaïlande, Tunisie et Vietnam.

## **JE VIENS D'ADRESSER UNE LETTRE À Mme PAULINE MAROIS, PREMIÈRE MINISTRE DU QUÉBEC, POUR LUI DEMANDER DE PROTESTER OFFICIELLEMENT CONTRE LE PROJET DE LOI FIORASO**

Pour commencer à donner la plus grande efficacité possible à notre action et à cette pétition, je viens d'adresser une lettre à Mme Pauline Marois, Première ministre du Québec, pour lui demander de protester officiellement contre le projet de loi Fioraso.

Je l'ai fait pour deux raisons essentielles :

- **d'une part parce que ce projet de loi félon n'est pas seulement une affaire intérieure française.** Elle concerne aussi l'ensemble des pays de la Francophonie, et au premier chef le Québec, dont l'action constante de préservation de la langue française contre l'impérialisme linguistique anglo-saxon a forgé le caractère national depuis deux siècles et demi. En osant envisager des enseignements et la recherche en "tout anglo-américain" dans la patrie de Molière, le gouvernement français ne peut apparaître, vu depuis tous les pays francophones du monde, que comme coupable de haute trahison.
- **d'autre part parce que le calendrier nous offre une occasion inespérée : le Premier ministre français, M. Jean-Marc Ayrault, se rend en effet en visite officielle au Québec à partir de demain, jeudi 14 mars 2013.** Bien entendu, le chef du gouvernement français s'y comportera comme ses prédécesseurs, de façon hypocrite et cauteleuse, en jurant ses grands dieux que le respect de la Francophonie est l'une des priorités du gouvernement français. Nous voulons le prendre au mot.

**L'occasion nous a semblé trop belle pour ne pas en profiter. J'ai donc écrit une lettre pour expliquer à la Première ministre du Québec que nous nous espérions vivement qu'elle demandera de vive voix au Premier ministre français de mettre ses actes en accord avec ses paroles, en décidant de supprimer purement et**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
**simple**ment le projet de loi ESR dit "Fioraso" et la proposition de loi sénatoriale allant dans le même sens dont nous avons décrit les méfaits dans notre [pétition](#).

Ma lettre a été transmise hier mardi 12 mars 2013, de façon tout-à-fait officielle et par le canal diplomatique, par l'intermédiaire de la Délégation Générale du Québec en France.

Nous avons informé la partie québécoise que nous rendrions cette lettre publique, mais que nous ne le ferions, par courtoisie à son égard, qu'une fois que Mme Pauline Marois aurait été en mesure d'en avoir la primeur.

C'est désormais chose faite et nous pouvons publier cette lettre, puisque nous nous sommes assurés qu'elle avait bien été transmise aussitôt, par courrier électronique, au cabinet de la Première ministre du Québec.



*Issue d'un milieu modeste, Mme Pauline Marois est une militante de longue date du Parti Québécois (PQ), formation politique social-démocrate et indépendantiste créée par René Lévesque en 1968, dans la foulée du voyage triomphal de Charles de Gaulle en 1967 et de son fameux « Vive le Québec Libre ! » Elle devint pour la première fois ministre, dans le gouvernement de René Lévesque, à l'âge de 32 ans.*

*Avec le retour au pouvoir du PQ en 1994, elle occupa les postes de ministre des Finances, de présidente du Conseil du Trésor, de ministre de la Santé et de ministre de l'Éducation.*

*Après deux tentatives infructueuses en 1985 et en 2005 et une retraite d'un an de la vie publique, elle est devenue la septième chef du Parti québécois, le 26 juin 2007. Elle a mené son parti à la victoire lors de l'élection générale québécoise du 4 septembre 2012 en remportant 54 des 125 sièges à l'Assemblée nationale. Assermentée le 17 septembre 2012, elle est devenue la première femme à occuper le poste de première ministre du Québec.*





*Mme Pauline Marois, Première ministre du Québec, avait fait l'une de ses campagne électorales sous le slogan "FRANCHISE ET INTÉGRITÉ". Le Parti Québécois - qu'elle préside désormais - préconise la souveraineté du Québec malgré l'univers anglo-saxon qui l'entoure et se pose en gardien vigilant de la protection de la langue française. Ce sont à l'évidence deux raisons insupportables pour les dirigeants européistes français de l'UMP comme du PS, dont la servilité à l'égard de Washington et la docilité à l'égard de la presse euro-atlantiste constituent la seule ligne de conduite politique. On se rappelle notamment le comportement scandaleux de Nicolas Sarkozy, lors du Sommet de la Francophonie à Québec d'octobre 2008, qui décida de s'en aller prématurément, pour aller s'enquérir des desiderata du président George W. Bush à Camp David.*

**LE TEXTE DE LA LETTRE ADRESSÉE À LA PREMIÈRE MINISTRE DU QUÉBEC LUI DEMANDANT D'INTERVENIR AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE FRANÇAIS JEAN-MARC AYRAULT, QUI ENTAME UNE VISITE OFFICIELLE AU QUÉBEC LE JEUDI 14 MARS.**

Conformément à ce que nous avons annoncé à la Délégation Générale du Québec en France, je rends donc publique ci-après la lettre que j'ai transmise à Mme Pauline Marois, Première ministre du Québec :



François Asselineau  
Président et Fondateur  
de l'Union Populaire Républicaine

Madame Pauline Marois  
Première Ministre du Québec

Paris, le 12 mars 2013

Madame la Première Ministre,

Le gouvernement français a l'intention de faire adopter, au cours des prochaines semaines, des dispositions législatives sans précédent, qui auraient pour effet de marginaliser la langue française dans l'enseignement supérieur et la recherche. L'objectif annoncé est en effet d'autoriser, au pays de Molière, des établissements à effectuer tous leurs examens et tous leurs enseignements entièrement, exclusivement et obligatoirement en langue étrangère, donc essentiellement en anglo-américain.

Afin de parer à cette menace d'une exceptionnelle gravité, l'Union Populaire Républicaine (UPR) a lancé une grande pétition sur Internet pour demander le retrait immédiat des projets en cours. Après seulement une semaine, cette pétition connaît un vif succès puisqu'elle compte déjà plus de 4000 signatures, parmi lesquelles un nombre significatif de vos compatriotes. La mobilisation s'amplifie de jour en jour des deux côtés de l'Atlantique, mais aussi à travers le monde puisque des signatures nous sont déjà parvenues de 42 pays. C'est le signe, non seulement que la petite élite acquise à des intérêts étrangers qui dirige actuellement la France se coupe de plus en plus des Français, mais encore qu'une profonde solidarité unit les peuples francophones, et d'abord les peuples français et québécois.

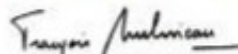
Le combat pour la diversité linguistique, y compris au sein de la langue française, désormais autant québécoise que luxembourgeoise ou béarnaise, est un combat mondial. Nos deux nations, privilégiées par leur développement économique et technique, doivent s'en faire les porte-étendards.

Dans les années 1960, la France inspirait les nations en quête de liberté et d'émancipation, dont le Québec. Ennemée et vaincue dans le camp euro-atlantique que l'on nomme Union Européenne ou OTAN, elle se trouve, aujourd'hui, momentanément empêchée de faire face à ses devoirs historiques.

C'est pourquoi nous nous tournons vers vous avec espoir, Madame la Première Ministre, pour que vous adressiez une protestation officielle au gouvernement français afin de l'empêcher de saper notre langue commune. La visite en Québec du Premier ministre français, M. Jean-Marc Ayrault, à partir du jeudi 14 mars, constitue à notre sens une occasion parfaite pour cela.

En venant ainsi à notre secours, vous confirmez cette superbe prophétie lancée par Charles de Gaulle, depuis le balcon de l'Hôtel de Ville de Montréal lors de son célèbre discours du 24 juillet 1967 : « Le moment que la France va, tous les jours un peu plus, prêter ici, elle sait bien que sous le lui rendrez. Faites que vous êtes en train de vous arracher des élites [...] qui, un jour j'en suis sûr, vous permettront d'aider la France ! ».

Je vous prie, Madame la Première Ministre, de bien vouloir trouver ici l'expression de mes déférents hommages et de ma très haute considération.

  
François ASSELINEAU

Union Populaire Républicaine, 60 avenue de la République 75011 Paris -- FRANCE

Paris, le mardi 12 mars 2013

Madame la Première Ministre,

Le gouvernement français a l'intention de faire adopter, au cours des prochaines semaines, des dispositions législatives sans précédent, qui auraient pour effet de marginaliser la langue française dans l'enseignement supérieur et la recherche. L'objectif annoncé est en effet d'autoriser, au pays de Molière, des établissements à effectuer tous leurs examens et tous leurs enseignements entièrement, exclusivement et obligatoirement en langue étrangère, donc essentiellement en anglo-américain.

Afin de parer à cette menace d'une exceptionnelle gravité, l'Union Populaire Républicaine (UPR) a lancé une grande pétition sur Internet pour demander le retrait immédiat des projets en cours. Après seulement une semaine, cette pétition connaît un vif succès puisqu'elle compte déjà plus de 4000 signatures, parmi lesquelles un nombre significatif de vos compatriotes. La mobilisation s'amplifie de jour en jour des deux côtés de l'Atlantique, mais aussi à travers le monde puisque des signatures nous sont déjà parvenues de 42 pays. C'est le signe, non seulement que la petite élite acquise à des intérêts étrangers qui dirige actuellement la France se coupe de plus en plus des Français, mais encore qu'une profonde solidarité unit les peuples francophones, et d'abord les peuples français et québécois.

Le combat pour la diversité linguistique, y compris au sein de la langue française, désormais autant québécoise que

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
haïtienne ou béninoise, est un combat mondial. Nos deux nations, privilégiées par leur développement économique et technique, doivent s'en faire les porte-étendards.

Dans les années 1960, la France inspirait les nations en quête de liberté et d'émancipation, dont le Québec. Enerrée et vassalisée dans le carcan euro-atlantiste que l'on nomme Union Européenne ou OTAN, elle se trouve, aujourd'hui, momentanément empêchée de faire face à ses devoirs historiques.

C'est pourquoi nous nous tournons vers vous avec espoir, Madame la Première Ministre, pour que vous adressiez une protestation officielle au gouvernement français afin de l'empêcher de saper notre langue commune. La visite au Québec du Premier ministre français, M. Jean-Marc Ayrault, à partir du jeudi 14 mars, constitue à notre sens une occasion parfaite pour cela.

En venant ainsi à notre secours, vous confirmerez cette superbe prophétie lancée par Charles de Gaulle, depuis le balcon de l'Hôtel de Ville de Montréal lors de son célèbre discours du 24 juillet 1967 : « **Le concours que la France va, tous les jours un peu plus, prêter ici, elle sait bien que vous le lui rendrez. Parce que vous êtes en train de vous constituer des élites [...] qui, un jour j'en suis sûr, vous permettront d'aider la France !** ».

Je vous prie, Madame la Première Ministre, de bien vouloir trouver ici l'expression de mes déferents hommages et de ma très haute considération.

**François ASSELINEAU**

Président de l'Union Populaire Républicaine

## CONCLUSION : NOUS APPELONS À L'AIDE NOS COUSINS QUÉBÉCOIS

En accompagnement de cette lettre, je me permets de lancer ici un appel à tous les internautes québécois qui suivent l'UPR avec sympathie. **Je leur demande instamment, en notre nom collectif, d'intercéder aux aussi auprès de leur Première Ministre pour qu'elle demande officiellement à M. Jean-Marc Ayrault de renoncer à son projet funeste de loi "Fioraso".**

La citation de Charles de Gaulle que je mentionne dans la lettre que j'adresse à la Première Ministre du Québec est évidemment parfaitement authentique : elle peut être réécoutée dans cet enregistrement du célèbre discours de Charles de Gaulle, à partir de 4'30" et jusqu'à 5'08" :

*Charles de Gaulle vient de lancer son fameux « Vive le Québec Libre ! » comme un cri de liberté indomptable lancée à la face des élites anglo-saxonnes qui opprimaient le peuple canadien français depuis deux siècles. Comme il le confiera à ses proches, il avait médité depuis plusieurs mois ce scandale mondial. La presse occidentale, et en particulier la presse française déjà très largement inféodée aux intérêts atlantistes, s'empressa bien entendu de décrire Charles de Gaulle comme un vieillard sénile... Mais cela n'empêcha pas de donner au mouvement indépendantiste québécois une formidable caution historique et morale, d'où allait naître le Parti Québécois, dont l'actuelle Première ministre québécoise, Mme Pauline Marois, est la présidente.*

Ce discours historique du Fondateur de la France Libre est d'ailleurs tellement exceptionnel qu'il vaut la peine d'être écoutée en entier. C'est en particulier l'apostrophe historique de « **Vive le Québec Libre !** » qui provoqua une sensation mondiale. Le gouvernement fédéral canadien jugea cette phrase "inacceptable", ce qui conduisit Charles de Gaulle à interrompre son voyage. Il décida de ne plus se rendre dans la capitale fédérale canadienne Ottawa et de retourner directement en France depuis Montréal, créant ainsi l'un des coups de théâtre diplomatiques les plus spectaculaires du XXe siècle.

**Il faut réécouter la fin de ce discours, à partir de 5'30", et en particulier la formidable ovation s'élevant de la place de Montréal, noire de monde, après que de Gaulle eût lancé son mot historique (à 6'07").**

**Cette formidable scène permet de mesurer de façon révoltante le niveau de décrépitude et d'avilissement dans lequel se vautrent les dirigeants français contemporains, lorsqu'ils osent envisager d'autoriser que des enseignements soient désormais entièrement, exclusivement et obligatoirement dispensés en américain dans la patrie de Charles de Gaulle.**

**Union Populaire Républicaine | UPR**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~

**L'attitude servile des dirigeants européens français - UMP et PS dans le même sac - est une honte nationale et internationale. Il est grand temps que des Français de tous horizons se lèvent pour dire que, désormais, c'en est assez.**

François ASSELINEAU

